

Vous recevez l'ensemble des organisations syndicales et la FCPE mais vous ne recevez pas les organisations lycéennes, pourtant signataires de la demande d'audience. De toute façon toutes les organisations se verront demain soir en interfédérale pour faire le point sur les réponses que vous nous apporterez.

Ce qui s'est passé aujourd'hui, c'est une grève puissante, d'une ampleur historique, toutes les organisations syndicales, les parents, les jeunes y ont appelé. Tous les personnels, y compris les personnels d'encadrement et d'inspection se sont mobilisés. Notre confédération est à nos côtés, son Secrétaire Général, Yves Veyrier, était dans la manifestation parisienne.

Nous avons tous exprimé notre ras-le-bol suite à l'annonce d'un 49^{ème} protocole inapplicable, la veille de la rentrée. Mais c'est un mouvement de colère beaucoup plus profond que ça. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le trop plein. Les personnels en ont assez d'être entravés dans leur travail. Ils n'arrivent plus à exercer leurs missions. Ils veulent que l'Ecole reste ouverte, mais aussi que l'Ecole reste l'Ecole, c'est-à-dire un lieu d'instruction.

La crise sanitaire n'a été que le révélateur du manque de moyens donnés à l'Ecole, comme à l'hôpital public. Les revendications sont nombreuses.

Vous nous avez dit que tout ce qui pouvait être amélioré devait l'être. Donc ouvrez des négociations sur les revendications. Les personnels, les parents d'élèves et les lycéens attendent des réponses.

Allez-vous annoncer des recrutements immédiats de personnels sous statut pour assurer le remplacement des personnels absents et alléger les effectifs ? Allez-vous annuler toutes les suppressions de postes qui sont aujourd'hui déclinées dans les comités techniques ? Quid des équipements de protection pour les personnels ? Les personnels attendent toujours une véritable augmentation des salaires pour tous, et pas des miettes : que répondez-vous ? Que répondez-vous notamment aux plus précaires, les AED et les AESH, qui étaient nombreux dans la grève et les manifestations : ils veulent un vrai statut, un vrai salaire.

Quid des examens nationaux ? Maintenir les épreuves au mois de mars est intenable. Nous continuons de demander l'abandon du contrôle continu, le retour à un bac national avec des épreuves terminales en juin. Plusieurs syndicats portent cette revendication. Dans l'immédiat, les épreuves du mois de mars doivent être transformées en épreuves finales.

Paris, le 13 janvier 2022